



" B + A " Patrick PLANCHON
14 bis rue Parmentier
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
Tél : 03-26.65.62.98

Remplacement d'un ascenseur et extension pour un ascenseur Supplémentaire

02, rue de la Résidence du Parc
51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE

C.C.A.P. **Cahier des Clauses Administratives** **Particulières**

RENSEIGNEMENTS

Maître d'Ouvrage:

E.H.P.A.D. "Résidence du Parc"
02, rue de la Résidence du Parc
51240 Saint-Germain-la-Ville

Maître d'oeuvre :

« B+A » Patrick PLANCHON
14 bis, rue Parmentier – 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
E-mail : contact@batiment-architectes.fr

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur.....	4
1.2 - Tranches et lots	4
1.3 - Travaux intéressant la défense.....	4
1.4 - Maîtrise d'œuvre.....	4
1.5 - Contrôle technique	4
1.6 - Coordonnateur SPS	5
1.8 – Coordination SSI.....	5
1.9 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	5
1.10 - Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux	5
1.11 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	6
1.12 - Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
ARTICLE DEUX – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE TROIS – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....	7
3.1 - Répartition des paiements	7
3.2 - Tranche(s) conditionnelle(s)	7
3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	7
3.3.1 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :	7
3.3.2 - Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :	7
3.3.3 - Approvisionnements	8
3.3.4 - Dépenses diverses	8
3.3.5 - Répartition des dépenses communes de chantier	8
3.4 - Variation dans les prix	8
3.4.1 - Les prix sont fermes actualisables	8
3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché	8
3.4.3 Modalités d'actualisation des prix.....	9
3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
3.5 - Paiements des co-traitants et des sous-traitants.....	9
ARTICLE QUATRE – DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	10
4.1 - Délais d'exécution des travaux.....	10
4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution.	10
4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution.	10
4.2 - Pénalités pour retard - Primes d'avances.....	10
4.2.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution du marché	10
4.2.2 - Pénalités pour retard dans la remise de documents à fournir avant exécution	10
4.2.3 – Le présent marché ne prévoit pas de seuil minima aux pénalités.	10
4.2.4 - Prime pour avance	10
4.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	10
4.4 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs	11
4.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	11
4.6 - Rendez-vous de chantier.....	11
ARTICLE CINQ – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	11
5.1 - Retenue de garantie	11
5.2 - Avance forfaitaire.....	11
5.3 - Avance facultative	12
ARTICLE SIX – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
6.1 - Provenance des matériaux et produits	12

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	12
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	12
6.3.1 – Caractéristiques, qualités et vérifications	12
6.3.2 – Essais et épreuves	12
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage.	12
ARTICLE SEPT – IMPLANTATION DES OUVRAGES	12
Piquetage général.....	12
ARTICLE HUIT – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	13
8.2 - Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages	13
8.3 - Echantillons - Notices Techniques - PV d'agrément	13
8.4 - Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers	13
8.4.1 – Installation de chantier.....	13
8.4.3 - Les personnels de l'entreprise chargée du marché doivent :.....	13
8-4.4. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	14
ARTICLE NEUF – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	15
9.1 - Essais et contrôles des ouvrages	15
9.2 - Réception	15
9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	15
9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	15
9.5 - Délais de garantie.....	15
9.6 - Garanties particulières.....	15
9.6.1 - Garantie particulière d'étanchéité	15
ARTICLE DIX – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les descriptions des ouvrages et leurs spécifications sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et plans joints.

1.2 - Tranches et lots

[illegible]

Sans objet.

"B+A" Patrick PLANCHON
14, rue Parmentier
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

La mission est confiée, par le Maître d'Ouvrage, à l'organisme de Contrôle Technique agréé :

DEKRA INDUSTRIAL SAS, Agence Champagne
54, rue Saint-Léonard –ZI sud-est - 51686 REIMS CEDEX

La mission est une mission de base L + LE + SEI + HAND, avec les missions complémentaires P1, F, Ph, Th, Hand, Brd, LE, AV, HYS, CO.

1.6 - Coordonnateur SPS

SELARL PIOTROWSKI
36, rue des Dâts – 51520 SAINT-MARTIN-SUR-LE-PRE

1.8 – Coordination SSI

SSI CONSULTING
ZI DORIGNIES
Rue Jules GOSSELET – 59500 DOUAI

1.9 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

1.10 - Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux

A. - Les titulaires et, le cas échéant, leurs sous-traitants doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- dommages corporels : 5 000 000.00 € par sinistre,
- dommages matériels : 762 245.00 € par sinistre,
- dommages matériels et immatériels après réception : 762 245.00 € par sinistre et par année.

Les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de

l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

B. - Les titulaires doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

1.11 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

1.12 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG).

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du CCAG ;
- Le compte à créditer.
- Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial :
 - Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1° de l'article 114 du Code des Marchés Publics) ;
 - Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail (5 et 6° de l'article 45 du Code des Marchés Publics) ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

ARTICLE DEUX – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

a) Pièces particulières :

- Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi.
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi.
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.
- Plans dont la numérotation est fixée au CCTP.

- Calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.1.2 du présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi.

Autres pièces particulières :

- Comptes rendus de chantier qui seront établis pendant la période d'exécution.
- PGCSPS.
- Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF).
- Rapport de diagnostic Amiante.
- Rapport d'état des risques d'accessibilité au plomb.

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2 :

- Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié
- Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS - DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre de l'Economie et des Finances et de la Privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.

Conformément à l'article 29.2 du CCAG, l'entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des documents transmis (tout particulièrement la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) et doit signaler par écrit au maître d'œuvre (avec copie au maître de l'ouvrage) toutes erreurs, omissions ou contradictions. Aucune remarque ne sera prise en compte postérieurement à la notification du marché.

ARTICLE TROIS – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Les prix des marchés sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;

3.3.1 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- par un prix global forfaitaire.

3.3.2 - Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les projets de décompte sont présentés pour le 20 de chaque mois en 4 exemplaires.
- les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13 du CCAG.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le Maître d'œuvre. Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont fixés à 60 jours conformément au décret en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, majoré de deux points. Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes dues y compris la taxe à la valeur ajoutée dans les conditions prévues aux décrets n° 2002-231 et n° 2002-232 du 21 février 2002.

3.3.3 - Approvisionnements

Pour le présent marché aucun approvisionnement n'est prévu

3.3.4 - Dépenses diverses

Outre les travaux décrits dans le CCTP et dans le PGC :

- L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous encombrements et de déchets pendant et après exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entrepreneur a la charge de l'évacuation des gravois, déchets jusqu'aux décharges publiques, à toute distance, y compris frais de décharge et de régilage éventuels.
- L'entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations et/ou équipements salis ou détériorés ainsi que l'évacuation hors chantier des emballages éventuels.
- L'entrepreneur est tenu d'assurer la protection des ouvrages existants et/ou des équipements afin d'éviter salissures et détériorations de ceux-ci.

En cas de non respect de ces exigences, le Maître d'Oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez vous de chantier, non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais de l'entreprise une entreprise de son choix.

3.3.5 - Répartition des dépenses communes de chantier

Pour l'application de l'article 10.1 du C.C.A.G, les dispositions suivantes sont applicables :

Les dépenses d'équipement, de fonctionnement et de compte prorata de chantier sont imputées comme indiqué dans le PGC.

La gestion du compte prorata est à la charge du titulaire du lot n° 2 : Gros-œuvre.

Dans la répartition du compte prorata, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

3.4 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 - Les prix sont fermes actualisables

Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3.4.2 et 3.4.3.

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 3 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Choix des index de référence

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
BT01	Tous corps d'état

Ces index sont publiés :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Équipement
- au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation, et de la Répression des Fraudes (BOCCRF)

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
Lot 1 à 8	BT01	A tous les prix

Pour chaque lot, les pénalités, retenues et indemnités sont actualisées avec le premier index défini pour le lot dans le tableau ci-dessus.

3-4.3 Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d - 3) par l'index de référence I , sous réserve que le mois d du début d'exécution du marché soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.6 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5 - Paiements des co-traitants et des sous-traitants

Modalités de paiement direct.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'entrepreneurs groupés, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE QUATRE – DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble de l'opération est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint en annexe au CCTP.

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution.

En dérogation de l'article 28.2.3 du CCAG pour absence d'OPC, le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par les titulaires des différents lots lors de la première réunion de chantier. Le gestionnaire du compte prorata du marché le remettra au maître d'œuvre pour approbation du maître d'ouvrage.

4.2 - Pénalités pour retard - Primes d'avances

4.2.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution du marché

Les dispositions suivantes sont appliquées au mandataire ou titulaire du marché. En cas de retard dans l'exécution des travaux constaté au regard du calendrier détaillé d'exécution élaboré tel que précisé à l'article 4.1.2, il sera fait application d'une pénalité journalière calendaire d'un montant de 230,00 € HT (deux cent trente Euros hors taxes), selon les modalités ci-après :

- du simple fait de la constatation d'un retard par le Maître d'Ouvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière calendaire provisoire précitée;
- cette retenue est transformée en pénalité définitive à l'issue du décompte global et définitif et recalculée en conséquence sous la condition que l'entrepreneur n'ait pas achevé les travaux dans les délais d'exécution fixés par le calendrier détaillé d'exécution.

4.2.2 - Pénalités pour retard dans la remise de documents à fournir avant exécution

En cas de retard du titulaire dans la remise des documents tels que précisés aux articles 6.1, 8.1 et 8.2 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité journalière calendaire d'un montant de 230,00 € HT (deux cent trente Euros hors taxes), selon les modalités définies à l'article 4.2.1. du présent CCAP.

4.2.3 – Le présent marché ne prévoit pas de seuil minima aux pénalités.

4.2.4 - Prime pour avance

Sans objet

4.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux, sont compris dans le délai d'exécution, et en cas de retard, une pénalité de 230,00 € HT (deux cent trente Euros hors taxes), par jour calendaire de retard sera opérée au moment du règlement.

L'entreprise sera tenue de débarrasser et de nettoyer le chantier au fur et à mesure de son avancement. A l'achèvement, elle laissera les lieux en état de propreté, prêts à une mise à disposition immédiate. Il est à noter que c'est cette période de fin de repliement des installations et de nettoyage du chantier qui sera considérée comme date d'achèvement des travaux et prise en compte pour l'application des pénalités de retard fixées au présent CCAP.

Dans le cas où ces prestations de nettoyage n'auront pas ou mal été exécutées, le Maître d'Ouvre fera procéder à ces opérations par une entreprise spécialisée de son choix et en fera supporter la

dépense correspondante à l'entreprise identifiée ou à défaut au compte prorata, à compter du 5ème jour calendaire et après consignation au compte rendu de chantier.

4.4 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8-1 et 8-4 ci-après le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour calendaire de retard fixée à 76,00 € HT (soixante seize euros hors taxes).

4.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En dérogation de l'article 40 du CCAG, 15 jours avant la date prévue de réception, le mandataire, ou titulaire, remet ses DOE et DIUO au maître d'œuvre. En cas de retard une retenue égale à 1 500,00 € HT (mille cinq cent euros hors taxes), sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.6 - Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier, qui sont contractuels, valent convocation des entreprises et de ses sous-traitants dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'Oeuvre et les pénalités suivantes seront appliquées :

- en cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150,00 € HT (cent cinquante euros hors taxes).
- en cas de retard supérieur à ¼ heure à la réunion de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 75,00 € HT (soixante quinze euros hors taxes).

ARTICLE CINQ – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Elle peut être remplacée au gré du mandataire ou titulaire par une garantie à première demande ou si les deux parties en sont d'accord (maître de l'ouvrage et titulaire) par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le mandataire ou titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le mandataire ou titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à la première demande ou une caution à la retenue de garantie.

5.2 - Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'avance forfaitaire n'est pas affectée par l'application de la retenue de garantie.

Conformément au Code des Marchés Publics, le montant de l'avance forfaitaire n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Son montant est égal à 5 % du montant, toutes taxes comprises, des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution d'un lot, lorsque celui-ci dépasse le seuil fixé par le Code des Marchés Publics pour le versement de l'avance forfaitaire.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois à compter de cette date.

Le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance forfaitaire est réalisé conformément aux stipulations du Code des Marchés Publics.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitant dépasse le seuil fixé à l'article 87 du Code des Marchés Publics, une avance forfaitaire peut lui être versée. Le titulaire transmet immédiatement à la Personne Responsable du Marché la demande de versement émise par le sous-traitant.

5.3 - Avance facultative

Aucune avance facultative ne sera versée à l'entrepreneur.

ARTICLE SIX – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Chaque titulaire remettra un dossier caractérisant les matériaux, produits ou composants de construction utilisés assorti des notices techniques, certifications et procès verbaux d'agrément. Ce dossier sera soumis à l'agrément préalable du Maître d'Oeuvre pour recevoir un avis favorable et ceci pendant la période de préparation du chantier.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 – Caractéristiques, qualités et vérifications

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont assurées, sur le chantier, par le Maître d'Oeuvre ou son représentant.

6.3.2 – Essais et épreuves

En conformité avec l'article 24.6 du CCAG,

6.3.2.1 - Le Maître d'Oeuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

6.3.2.2 – En dérogation de l'article 24.7 du CCAG, tous essais ou épreuves, non prévues au marché, qui démontrent le bien-fondé de leur exécution, sont portées à la charge financière du lot concerné, y compris les frais de l'article 24.8 qui pourraient y être rattachés.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE SEPT – IMPLANTATION DES OUVRAGES

Piquetage général

L'implantation sera effectuée en planimétrie et en altimétrie conformément aux prescriptions du CCTP.

ARTICLE HUIT – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, qui est comprise dans le délai d'exécution. En dérogation à l'article 28.1 du CCAG, sa durée est de **17 (dix-sept) jours** à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins des entrepreneurs :

- Etablissement des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG.
- Etablissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux par le titulaire du lot désigné à l'article 4.1.2 ;
- Etablissement, par **chaque titulaire**, du calendrier détaillé d'exécution des travaux de son lot en concertation avec le maître d'œuvre;
- Par dérogation à l'article 28.2 3^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 8 jours avant la date prévisionnelle d'intervention de l'entreprise telle qu'elle est définie par le calendrier d'exécution.

8.2 - Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages

Les plans de conception générale (concept de distribution des espaces) sont joints au dossier de consultation.

Pour le présent marché le maître d'œuvre n'a pas la mission EXE (plans d'exécutions).

La fourniture des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail est effectuée par pendant la période de préparation de chantier par les entrepreneurs de chaque lot.

Les plans d'atelier et de chantier (PAC) et les autres renseignements ou documents techniques devront être fournis par l'entrepreneur

8.3 - Echantillons - Notices Techniques - PV d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8.4 - Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers

8.4.1 – Installation de chantier

Voir PGC

8.4.2 – Liste nominative régulièrement tenue à jour de tous les personnels employés sur le site et ne relevant pas de la Communauté Européenne à transmettre à chaque modification au CSPS.

8.4.3 - Les personnels de l'entreprise chargée du marché doivent :

- être en possession des habilitations annuelles requises, délivrées en fonction de leur qualification;

- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres aux lieux d'intervention;
- prendre des précautions particulières en cas de travaux par points chauds (permis de feu).

8-4.4. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Principes généraux

- La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.
- L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.
- Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.
- Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B. Autorité du coordonnateur SPS

- Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.
- En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.
- La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C. Moyens donnés au coordonnateur SPS

- **1. Libre accès du coordonnateur SPS**
Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.
- **2. Obligations du titulaire**
Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
 - Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
 - La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
 - La copie des déclarations d'accidents de travail.
 Le titulaire informe le coordonnateur SPS :
 - De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
 - De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;
 Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS
 Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.
 A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D. Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

ARTICLE NEUF – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Les stipulations du CCAG travaux sont applicables.

Les essais sont définis au CCTP

En complément de l'article 38 du CCAG, le maître d'œuvre peut prescrire des essais complémentaires non définis dans le marché. Dans le cas où les résultats des ces essais montreraient que les stipulations du CCTP ou des normes en vigueur ne sont pas respectées, le coût correspondant à ces essais sera supporté par l'entrepreneur.

9.2 - Réception

Par dérogation aux articles 40 et 42 du CCAG :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant de la présente opération.

Elle est subordonnée à la fourniture des DOE et de la conclusion satisfaisante des essais tel qu'il est prévu aux articles correspondants du CCTP.

L'entrepreneur gestionnaire du compte prorata est chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 41.8 du CCAG.

9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.5 - Délais de garantie

Les stipulations du CCAG travaux sont applicables.

9.6 - Garanties particulières

9.6.1 - Garantie particulière d'étanchéité

L'entrepreneur mandataire ou titulaire du lot n°5, garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'exécution.

ARTICLE DIX – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- CCAG :
 - CCAP 2.a et b déroge à l'article 4.1
 - CCAP 4.1.2 déroge à l'article 28.2.3
 - CCAP 4.2.1 déroge à l'article 20.1
 - CCAP 4.2.3 déroge à l'article 20.4
 - CCAP 4.5 déroge à l'article 40
 - CCAP 6.3.2.2 déroge à l'article 24.7
 - CCAP 8.1 déroge à l'article 28.1